

DÉLIBÉRATION

N° CC/FI/145-2022

Décision Modificative
N° 1 – Budget annexe
assainissement
collectif.

Délégués :

En exercice	68
Présents	56
Pouvoirs	04
Voix totales	60
Ne prend pas part au vote.....	00
Suffrages exprimés :	59
Pour	59
Contre :	00
Abstention :	00
Non votants :	01

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le 04/10/2022

ID : 027-200066405-20220926-CC_FI_145_2022-DE

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-six septembre à dix-huit heures, les membres du conseil communautaire de la communauté de communes Roumois Seine, légalement convoqués, se sont réunis à la maison des associations, de BOURG-ACHARD, sous la présidence de Vincent MARTIN. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux conseillers communautaires le mardi 20 septembre 2022.

Étaient présents,

Richard APPERT, Béatrice AUBIN, Jean AUBOURG, Brigitte BARBETTE, Franck BERTIN, Jacques BINET, Sylvain BONENFANT, Yannick BOUDET, Franck BUCHER, Frédéric CARDON, Laurent DEBEERST, Didier DERLY, Michel DEZELLUS, Aline DONNET-MOUSSEUX, Jacques DORLÉANS, Gilbert DOUBET, Laurent DUCHATEAU, Maria DUFROY, Daniel DUVAL, Myriam FERLIN, Claude GENCE, Joël GRAINVILLE, Franck HAUDRECHY, Véronique HERVIEUX, Christine HOUEL, Annick LE MOIGNE, Dominique LEVASSEUR, Virginie LUST, Nelly MARINIER, Céline MAROUARD, Vincent MARTIN, Arnaud MAUPOINT, José MAURICE, Sandrine MENNITI, Damien MERCIER, Alain MICHALOT, William MIGNOT, Olivier MORIN, Charly NOËL, Michaël ONO DIT BIOT, Bertrand PECOT, Mélanie PETIT, Denis PIEDNOEL, Françoise PRUNIER, Mélanie RIOULT, Philippe ROMAIN, Régine SENINCK, Bruno SIX, Anne STAB, David TAURIN, Joël TEMPERTON, Damien THIEBAULT, Martine TIHY, Christine VAN-DUFFEL, Philippe VANHEULE, Maryannick VERDURE.

Pouvoirs :

Jérôme DEBUS donne pouvoir à Annick LE MOIGNE, Guylène FREVAL donne pouvoir à Jean AUBOURG, Josette SIMON donne pouvoir à Richard APPERT, Alain VIVIEN donne pouvoir à Charly NOËL.

Absents/excusés :

Bernadette BARAT, Cédric BROUT, Jean-Pierre DENIS, Véronique DUMINY, Bruno GERMAIN, Erick POISSON, Gwendoline PRESLES, Patrice ROMAIN.

Exposé des motifs valant note explicative de synthèse au sens de l'article L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Le budget primitif 2022 du budget annexe « Assainissement collectif » de la Communauté de communes Roumois Seine, adopté le 28 mars dernier, nécessite plusieurs aménagements en section de fonctionnement comme en section d'investissement, lesquels sont intégrés au projet de décision modificative n°1 (DM n°1) faisant l'objet de la présente délibération.

L'équilibre général du projet de DM n°1 s'établit ainsi :

	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT		
Opérations réelles	+ 4 354.05 €	0
Opérations d'ordre	0 €	0
Virement à la section d'investissement	- 4 354.05 €	0
Résultat de fonctionnement n-1 reporté		
Sous-total fonctionnement	0	0
INVESTISSEMENT		
Opérations réelles	0 €	4 354.05 €
Opérations d'ordre	30 677.00€	30 677.00 €
Virement de la section de fonctionnement	0	-4 354.05 €
Résultat d'investissement n-1 reporté		
Restes à réaliser n-1		
Sous total Investissement	30 677.00 €	30 677.00 €
TOTAL GENERAL DMI 2021	30 677.00 €	30 677.00 €

Les principales inscriptions en sont détaillées ci-après.

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et recettes à + 0 €.

Les variations significatives sont exposées ci-dessous selon les chapitres impactés :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Dépenses de fonctionnement (en Euros)	BP 2022	Projet DMI 2022	Evolution (%)
Opérations réelles			
011 – Charges à caractères générales	1 567 000.00 €	500.00 €	0.03 %
66 – Charges Financières	130 000.00 €	3 854.05 €	2.96 %
023 – Virement à l'investissement	937 630.55 €	-4 354.05 €	-0.46 %
65 – Autres charges de gestion courante	90 000 €	-6 500.63 €	7.2 %
68 – Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0.00 €	+6 500.63 €	0 %
Total mouvements		0 €	

Chapitre 011 : Charges à caractères générales : +500.00 €

500 € sont ajoutés à l'article 627 services bancaires, afin de prendre en compte les frais de dossier d'un emprunt SAEU contracté en 2019 auprès du Crédit Agricole, non comptabilisés, et déduits à tort de l'encaissement au 1641 Emprunts

Chapitre 66 : Charges financières : +3 854.05 €

Un emprunt contracté en 2009 par la commune d'Etreville a fait l'objet d'une restructuration en 2016. Les frais liés à cette restructuration ont été mandatés à tort sur l'article 1641 chapitre 16 diminuant ainsi le capital restant dû. Il convient donc de budgéter le montant de ces frais sur ce chapitre.

Chapitre 023 : Virement à l'investissement : -4354.05 € venant équilibrer la section de fonctionnement.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante : -6 500.63 €

-6 500.63 € retirés de l'article 6541 « créances admises en non-valeurs » en vue d'abonder le chapitre 68 Dotations aux dépréciations et aux provisions

Chapitre 68 : Dotations aux dépréciations et aux provisions : + 6 500.63€

+ 6 500.63 budgétés à l'article 6817 « Dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulants ». A la demande du Service de Gestion Comptable, il convient de constituer une provision pour risque et charges au vu des l'état des restes à recouvrer. La somme de 6 500.63 € correspond à 15 % des créances non recouvrées datées de plus de 2 ans

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à + 30 677.00 € soit une hausse de 0.32 % des crédits ouverts en 2022.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Article	Libellé	Montant
041	13111	Subvention Agence de l'Eau	+30 677.00 €

Chapitre 041 : Opérations patrimoniales : +30 677.00 € Une avance a été consenti à la Commune de Saint Ouen de Thouberville, par l'Agence de l'Eau en 2013, pour un montant de 166 428.00 € pour l'extension de son réseau d'assainissement (convention 1044046). Au vu des travaux réalisés, l'avance versée est d'un montant de 163 819.00 €. 2 versements intervenus en 2013 pour 83 214.00 € et 2014 pour 49 928.00 € ont été imputés sur l'article 1681. Le 3^{ème} versement intervenu en 2015 pour un montant de 30 677.00 € a été comptabilisé à tort au 13111. Il convient donc d'inscrire en dépenses d'ordre la somme de 30 677.00 € au 13111 pour régulariser la situation.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Article	Libellé	Montant
16	1641	Emprunts en Euros	+4 354.05 €
021	021	Virement du fonctionnement	-4 354.05 €
041	1681	Subvention Agence de l'Eau	+30 677.00 €

Chapitre 16 : Emprunts : +4 354.05 €

+ 4354.05 € sont budgétés au vu des frais de dossier et de restructuration d'emprunts déjà décrits plus haut en section de fonctionnement, afin de constater les recettes des emprunts et être en accord avec le capital restant dû entre le tableau d'amortissement et le Service de Gestion Comptable.

Chapitre 021 : Virement du fonctionnement : -4 353.05 € venant équilibrer la section d'investissement.

Chapitre 041 : Opérations patrimoniales : +30 677.00 €

+ 30 677.00 € sont inscrits à l'article 1681 au vu de la régularisation des écritures d'emprunts exposée plus haut en dépenses d'investissement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-2, L.2311-1, L.2311-5 et R.2311-13 ;

Vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu les instructions budgétaires M14, M4, M49 et M22 relatives aux opérations budgétaires et comptables des communes et de leurs établissements publics ;

Vu les délibérations N° CC/DG/35-2020 et CC/DG/35-BIS-2020 du 15/07/2020, portant élection du président de la Communauté de communes Roumois Seine ;

Vu les délibérations du 28 mars 2022, adoptant le budget primitif de l'exercice 2022 du budget principal et des budgets annexes de la Communauté de communes Roumois Seine ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances, en date du 19 septembre 2022 ;

Considérant la nécessité d'ajuster les crédits de l'exercice en cours ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

A l'unanimité des votants,

Non votant (Alain VIVIEN par procuration)

➤ **DÉCIDE** d'adopter la décision modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe "Assainissement collectif" de la Communauté de communes Roumois Seine, telle qu'exposée ci-avant, et conformément au document budgétaire joint en annexe à la présente délibération,

➤ **AUTORISE** le Président à procéder aux opérations et à signer au nom de la communauté de communes toutes pièces relatives à la réalisation de cette affaire.

Mélanie RIOULT

Secrétaire de séance



Vincent MARTIN

Président,



Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le 04/10/2022

ID : 027-200066405-20220926-CC_FI_145_2022-DE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA) ;

- ou d'un recours gracieux et/ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard

Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen.

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le 04/10/2022

ID : 027-200066405-20220926-CC_FI_145_2022-DE